

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**J.P. MORGAN SECURITIES PLC**

PLC LONDON

25 Bank Street, Canary Wharf, London, E14 5JP

Company number 02711006

**Rapport annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2017****I. – Compte de résultat**

<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
	<b>\$'000</b>	<b>\$'000</b>
Produits d'intérêts et assimilés	3 969 568	2 553 440
Charges d'intérêts et assimilées	(3 193 607)	(1 961 858)
<b>Produits d'intérêts nets</b>	<b>775 961</b>	<b>591 582</b>
Produits des honoraires et commissions	2 863 023	2 516 922
Charges d'honoraires et de commission	(718 748)	(848 261)
Profit commercial	4 489 978	4 142 970
Produits des dividendes	-	600 000
<b>Résultat d'exploitation total</b>	<b>7 410 214</b>	<b>7 003 213</b>
Frais administratifs	(3 661 928)	(2 897 111)
Charges de dépréciation	(147 477)	(117 359)
Amortissement	(1 760)	(1 290)
<b>Bénéfice issu des activités ordinaires avant impôt</b>	<b>3 599 049</b>	<b>3 987 453</b>
Impôt sur les bénéfices des activités ordinaires	(963 590)	(841 809)
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>2 635 459</b>	<b>3 145 644</b>

Le bénéfice de l'exercice a résulté de l'exploitation continue.

**II. – État du résultat global**

<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
	<b>\$'000</b>	<b>\$'000</b>
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>2 635 459</b>	<b>3 145 644</b>
Autre résultat global : éléments qui ne seront pas reclassés en résultat		
Gain/(perte) actuariel sur les engagements de retraite	31 871	(74 362)
Effet fiscal des mouvements dans la réserve de retraite	(11 349)	18 908
<b>Résultat global total de l'exercice</b>	<b>2 655 981</b>	<b>3 090 190</b>

**III. – Bilan**

<b>31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
	<b>\$'000</b>	<b>\$'000</b>
<b>Actif</b>		
Trésorerie et soldes banques centrales	21 677 066	20 597 168
Prêts et avances aux banques	9 812 066	6 123 936
Prêts et avances aux clients	2 612 322	3 100 053
Titres acquis en vertu de contrats de revente	135 385 611	130 416 852
Titres empruntés	27 072 599	25 831 106
Actifs financiers détenus à fin de transaction	340 258 613	323 045 808
Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	341 602	315 659

Débiteurs	79 646 622	56 473 025
Autres actifs	762 089	584 231
Investissements dans les entreprises de JPMorgan Chase	3 341 207	3 341 207
Immobilisations corporelles	4 938	3 582
<b>Total de l'actif</b>	<b>620 914 735</b>	<b>569 832 627</b>
<b>Passif</b>		
Titres vendus en vertu de contrats de rachat	74 937 158	61 657 271
Titres prêtés	12 550 040	20 133 325
Passif financier détenu à fin de transaction	308 288 068	293 525 746
Passif financier désigné à la juste valeur via le compte de résultat	1 465 247	-
Créanciers	30 479 035	29 755 510
Sommes dues aux entreprises de JPMorgan Chase	124 330 471	99 493 803
Autre passif	27 350 196	25 819 149
<b>Total du passif</b>	<b>579 400 215</b>	<b>530 384 804</b>
<b>Fonds propres</b>		
Capital social appelé	12 443 530	17 546 050
Compte de prime d'émission	9 950 724	9 950 724
Réserves de rachat	4 996 040	-
Autres réserves	1 701 590	1.797.872
Bénéfices non distribués	12 422 636	10.153.177
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>41 514 520</b>	<b>39 447 823</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>620 914 735</b>	<b>569 832 627</b>

Approuvé et autorisé pour publication par le Conseil d'administration le 23 avril 2018 et signé en son nom par :

**Sir Winfried Bischoff**

*Président & administrateur non exécutif*

Le 24 avril 2018

**Elena Korablina**

*Administrateur & directrice financière*

## IV. - Notes aux états financiers

### 1. Informations générales

La Société est une société anonyme et est constituée et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles. L'adresse de son siège social est 25 Bank Street, Canary Wharf, Londres, E14 5JP, Angleterre. La société mère immédiate de la Société est J.P. Morgan Capital Holdings Limited, qui est également la société mère du plus petit groupe dans lequel les résultats de la Société sont consolidés. La société mère ultime de la Société et la société tête de groupe est JPMorgan Chase & Co. (« JPMorgan Chase » ou la « Société »), qui est constituée dans l'État du Delaware aux États-Unis d'Amérique. JPMorgan Chase & Co est également la société mère du plus grand groupe dans lequel les résultats de la Société sont consolidés. Les états financiers consolidés de ces deux groupes peuvent être obtenus auprès du siège social de la Société.

### 2. Base d'établissement

Les états financiers ont été établis conformément à la norme FRS 101 « Cadre de Divulgence Réduite » (« FRS 101 »). La norme FRS 101 applique les exigences de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées par l'Union européenne, avec des divulgations réduites. Les états financiers ont été établis sur une base de la continuité d'exploitation conformément au principe du coût historique tels qu'ils sont modifiés par la réévaluation de certains actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur via le compte de résultat et conformément à la loi de 2006 sur les sociétés. Des reclassements et ajustements aux montants de l'année précédente ont été effectués pour se conformer aux déclarations de l'année en cours et pour fournir une transparence et des informations supplémentaires sur la nature des soldes dans ces états financiers.

Les dérogations suivantes aux exigences des IFRS adoptées par l'UE ont été appliquées lors de l'établissement de ces états financiers, conformément à la norme FRS 101 :

- Certaines informations sur les paiements à base d'actions à l'égard des instruments de capitaux propres du Groupe (IFRS 2, « Paiements à base d'actions », paragraphes 45(b) et 46 à 52) ;
- Divulgations de renseignements comparatifs pour ce qui suit (paragraphe 38 de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ») (l'« IAS 1 ») :
  - rapprochement du capital social (paragraphe 79 (a) (iv) de l'IAS 1) :

- rapprochement des immobilisations corporelles (propriété, installations, équipements) (paragraphe 73 (e) de l'IAS 16 « Propriété, installations et équipements ») ;
- rapprochement des immobilisations incorporelles (paragraphe 118 (e) de l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles ») ;
- Déclaration de conformité aux IFRS - Paragraphe 16, IAS 1 ;
- Troisième bilan sur les modifications des politiques comptables, les retraitements ou les reclassements rétroactifs (paragraphe 40A-D, IAS 1) ;
- Divulgations relatives aux normes nouvelles ou révisées émises mais non encore en vigueur (paragraphe 30 et 31, IAS 8, « Pratiques comptables, modifications des estimations comptables et erreurs ») ;
- Informations clés sur la rémunération des dirigeants (paragraphe 17, IAS 24 « Informations relatives aux parties liées » (l'IAS 24) ; et
- Les opérations entre apparentés avec des sociétés du Groupe détenues à 100% (IAS 24).

1) Pour fournir plus de détails aux utilisateurs des états financiers, les nouvelles normes, modifications et interprétations significatives non encore adoptées ont été publiées pour l'IFRS 9 'Instruments financiers' (l'IFRS 9) et l'IFRS 15 'Produits des contrats avec les clients' (l'IFRS 15)

### 3. Faits nouveaux en matière de comptabilité et de reporting

#### Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore adoptés

##### IFRS 9 'Instruments financiers' (« IFRS 9 »)

L'IFRS 9 a été émise par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) en juillet 2014 et remplace les directives existantes dans l'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » (l'IAS 39). La norme introduit de nouvelles directives sur le classement et l'évaluation des actifs financiers ainsi qu'un modèle unique et prospectif de dépréciation des pertes sur crédit attendues (« ECL »). La norme exige également que les entités fournissent aux utilisateurs des états financiers des informations supplémentaires. L'IFRS 9 est applicable de manière rétrospective, sauf indication contraire dans des dispositions provisoires de la norme, et prend effet pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2018. La Société a adopté la nouvelle norme le 1er janvier 2018.

##### *Programme de mise en œuvre*

La société dispose d'une équipe de projet IFRS 9 gérée de manière centralisée qui vise à assurer la conformité à la norme et à toutes les exigences supplémentaires qui y sont associées. La gouvernance générale de la mise en œuvre du programme est assurée par le comité directeur de l'IFRS 9, qui comprend des représentants de la direction des finances, de la politique comptable, des risques, de la technologie et de la vérification.

##### *Classification et évaluation des actifs et des passifs financiers*

En vertu de l'IFRS 9, de nouveaux tests « Modèle d'affaires » et « Caractéristiques des flux de trésorerie » sont introduits qui classent les actifs financiers dans l'une des trois catégories d'évaluation suivantes : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« FVOCI ») ou juste valeur par le biais du compte de résultat (« FVTPL »). Conformément aux directives de l'IFRS 9 sur la classification et l'évaluation, la Société a examiné et considéré les actifs financiers détenus selon un modèle d'affaires avec l'intention de détenir et de percevoir les flux de trésorerie contractuels et les actifs financiers dans l'intention de détenir et de percevoir les flux de trésorerie contractuels ou de vendre l'actif évalué respectivement au coût amorti et à la FVOCI à la condition que les flux de trésorerie contractuels satisfassent également au seul critère du paiement du principal et des intérêts (« SPPI »). Les actifs financiers qui ne sont pas classés selon les intentions susmentionnées sont réputés être évalués à la FVTPL. De plus, la Société peut choisir l'option de classer les actifs financiers évalués à la FVTPL lors de la comptabilisation initiale si une telle désignation peut éliminer ou réduire une discordance comptable. Lors de l'adoption initiale de l'IFRS 9, la Société peut également choisir de désigner un passif financier actuellement comptabilisé comme évalué à la FVTPL pour éliminer ou réduire une discordance comptable.

Lors de l'évaluation initiale des changements de classification et d'évaluation imposés par l'IFRS 9, la Société prévoit des reclassements pour certaines catégories relevant de titres empruntés et des titres acquis en vertu de contrats de revente qui étaient auparavant évalués au coût amorti mais qui seront évalués à la FVTPL. De même, certains prêts et avances aux clients évalués au coût amorti seront évalués à la FVOCI. Ces reclassements anticipés reflètent les modèles d'affaires utilisés pour gérer ces types d'actifs. En outre, la Société prévoit de désigner certaines catégories de passifs financiers qui font partie des titres prêtés et des titres vendus en vertu de contrats de rachat à la FVTPL pour éliminer ou réduire une discordance comptable qui se serait autrement produite lors de l'adoption de l'IFRS 9. Aucun autre reclassement susceptible d'avoir un impact significatif sur les bases d'évaluation des actifs existantes n'a été identifié, mais il s'agit de résultats préliminaires dont les impacts réels mesurés à partir du 1er janvier 2018 peuvent différer.

L'IFRS 9 conserve la plupart des exigences existantes pour les passifs financiers. Selon les exigences actuelles de la norme IAS 39, les gains et les pertes attribuables aux variations du risque de crédit de la Société (« DVA ») pour les passifs financiers désignés à la FVTPL sont comptabilisés dans le compte de résultat. Toutefois, lors de la mise en œuvre de l'IFRS 9, cette composante de DVA sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Bien que la norme permette l'adoption anticipée de cette comptabilisation, la Société la mettra en œuvre à la date d'entrée en vigueur du 1er janvier 2018.

### *Dépréciation d'actifs financiers*

Les exigences de l'IFRS 9 en matière de dépréciation s'appliquent aux actifs financiers qui sont évalués au coût amorti ou à la FVOCI, ainsi qu'aux engagements hors bilan spécifiques liés aux prêts, tels que les engagements de prêts et les contrats de garantie financière.

La détermination des pertes de valeur et des provisions pour dépréciation passera d'un modèle de perte sur crédit engagé selon l'IAS 39 à un modèle ECL selon l'IFRS 9. Dans un modèle ECL, les provisions pour pertes sur crédit sont comptabilisées lors de la comptabilisation initiale de l'actif financier sur la base des pertes sur crédit potentielles attendues à ce moment-là. La provision pour pertes sur crédit inclut les ECL pour les instruments financiers qui pourraient faire défaut dans les 12 prochains mois pour les instruments financiers qui n'ont pas augmenté de façon significative le risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (« étape 1 ») ou sur une durée de vie pour les instruments financiers qui ont observé une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (« étape 2 »). La provision adopte également des ECL à vie pour les instruments financiers lorsqu'il existe des indications objectives de dépréciation du crédit à la date de clôture (« étape 3 »). Pour déterminer l'étape appropriée pour un instrument financier, la Société applique la définition du défaut conformément à la définition du défaut de Bâle afin de maintenir l'uniformité de la définition dans l'ensemble de la Société.

La détermination de l'étape pour les pertes sur crédit en vertu du modèle ECL dépend de la mesure d'une augmentation significative du risque de crédit (« SICR »). Pour déterminer le SICR, la Société prévoit d'effectuer des tests quantitatifs en tenant compte, mais sans s'y limiter, des indicateurs de gestion des risques existants, des changements de notation de crédit et des informations prospectives, raisonnables et justifiables, ces dernières consistant en une série de scénarios intégrant des facteurs macroéconomiques composés et contrôlés par une équipe interne de prévision économique spécialisée.

Les principales données pour la quantification de la perte attendue à travers le modèle ECL comprennent la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (« LOD ») et l'exposition en cas de défaut (« TAD »). La Société cherche à tirer le maximum d'efficacité et d'efficience des cadres de réglementation et de capital existants où le chevauchement est présent pour la mise en œuvre de l'IFRS 9. Les différences observées entre le contenu des cadres existants et les exigences de l'IFRS 9 ont été identifiées et ajustées en conséquence. Les données du modèle ECL saisissent des ensembles de données historiques et un horizon de prévision raisonnable et soutenable pour estimer les pertes sur crédit prévues.

### *Effets escomptés*

Sur la base des données au 31 décembre 2017, la Société estime que l'adoption des exigences de dépréciation de l'IFRS 9 aura un impact négligeable sur les bénéfices non distribués. Le degré de variation de la provision pour pertes sur crédit dépendra à la fois de l'information prospective utilisée le jour de la mise en œuvre et de la composition du portefeuille de la Société. Sur la base des données du 31 décembre 2017, la Société estime également que l'adoption des exigences de classification et d'évaluation de l'IFRS 9 aura une incidence négligeable sur les bénéfices non distribués et les autres réserves.

Pour les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société fournira des rapprochements et des informations transitoires illustratives sur la transition entre l'IAS 39 et l'IFRS 9, le cas échéant, mais la Société ne retraitera pas les périodes antérieures.

### **IFRS 15 'Produits des contrats avec les clients' (« IFRS 15 »)**

L'IFRS 15 a été publiée en mai 2014 par l'IASB. Cette norme exige que les produits des contrats avec les clients soient comptabilisés lors du transfert du contrôle d'un bien ou d'un service pour le montant de la contrepartie que l'on s'attend à recevoir. L'IFRS 15 modifie également la comptabilisation de certains coûts contractuels, y compris la possibilité qu'ils soient compensés avec les produits dans le compte de résultat, et exige des informations supplémentaires sur les produits et les coûts des contrats. L'IFRS 15 peut être adoptée en utilisant une approche rétrospective complète ou une approche modifiée à effet cumulatif selon laquelle les directives s'appliquent uniquement aux contrats existants à la date d'application initiale et aux nouveaux contrats conclus après cette date. L'IFRS 15 est applicable de manière rétrospective et doit être appliquée dans les premiers états financiers annuels IFRS d'une entité pour les périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2018. La Société a adopté la nouvelle norme le 1er janvier 2018, en appliquant la méthode rétrospective intégrale, le cas échéant.

### *Programme de mise en œuvre*

Les efforts de mise en œuvre de la Société comprenaient l'identification des produits et des coûts connexes dans le cadre des directives, de même que l'évaluation des contrats commerciaux et toute modification des politiques de comptabilisation des produits existantes. La Société n'a identifié aucun changement important dans le calendrier de comptabilisation des produits ou de présentation des produits et des charges.

## **4. Évaluations et jugements comptables critiques**

L'établissement des états financiers exige que la direction établisse des jugements, des estimations et des hypothèses qui affectent les montants comptabilisés dans les états financiers. La nature de l'estimation signifie que les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements suivants ont eu l'effet le plus important sur les montants comptabilisés dans les états financiers :

### **Mesure de la juste valeur**

La Société comptabilise une part importante de ses actifs et passifs à la juste valeur de façon récurrente. L'estimation de la juste valeur nécessite souvent l'application d'un jugement. Le type et le niveau de jugement requis dépendent en grande partie de la quantité des informations du marché observables disponibles pour la Société. Pour les instruments valorisés à l'aide de modèles développés en interne qui utilisent des données significatives non observables qui sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie d'évaluation, les jugements utilisés pour estimer la juste valeur sont plus importants que ceux requis pour estimer la juste valeur des instruments classés aux niveaux 1 et 2.

Pour arriver à une estimation de la juste valeur pour un instrument du niveau 3, la direction doit en premier lieu déterminer le modèle approprié à utiliser. Deuxièmement, le manque d'observabilité de certaines données significatives exige que la direction évalue toutes les données empiriques pertinentes dans la détermination des données d'évaluation - y compris, par exemple, les détails de la transaction, les courbes de rendement, les taux d'intérêt, les taux de remboursement anticipé, les taux de défaut, les volatilités, les corrélations, le prix des actions ou des titres, les évaluations d'instruments comparables, les taux de change et les courbes de crédit. Pour de plus amples informations sur l'évaluation des instruments de niveau 3, y compris les données non observables utilisées.

Pour les instruments classés aux niveaux 2 et 3, le jugement de la direction doit être appliqué pour évaluer le niveau approprié des ajustements d'évaluation, la solvabilité de la Société, les taux de financement du marché, les considérations relatives aux liquidités, les paramètres non observables et pour les portefeuilles répondant à des critères spécifiés, l'ampleur de la position de risque nette ouverte. Les jugements sont généralement affectés par le type de produit et ses termes contractuels spécifiques, ainsi que le niveau de liquidité du produit ou du marché dans son ensemble. Pour de plus amples informations sur les ajustements d'évaluation appliqués par la Société.

L'utilisation de méthodologies ou d'hypothèses différentes de celles utilisées par la Société pourrait aboutir à une estimation différente de la juste valeur à la date de clôture. Pour des informations approfondies sur le processus d'évaluation et de la hiérarchie de la Société, sa détermination de la juste valeur pour les instruments financiers individuels et l'impact potentiel de l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables possibles pour les évaluations.

## **5. Politiques comptables significatives**

Les principales politiques comptables suivantes ont été appliquées à l'établissement des états financiers. Ces politiques ont été appliquées d'une manière uniforme pour tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

### **5.1 Consolidation**

La Société est une filiale de J.P. Morgan Capital Holdings Limited, une société constituée en Angleterre et au Pays de Galles, et de sa société mère ultime, JPMorgan Chase & Co, immatriculée aux États-Unis d'Amérique. Elle est incluse dans les états financiers consolidés de JPMorgan Chase & Co, qui sont disponibles au public. Par conséquent, la Société a choisi de ne pas établir d'états financiers du groupe conformément à la dispense mentionnée à la Section 400 de la loi sur les sociétés de 2006 (Companies Act).

### **5.2 Devise fonctionnelle et de présentation**

Les éléments inclus dans les états financiers de la Société sont mesurés à l'aide de la devise de l'environnement économique principal dans lequel l'entité opère (la « devise fonctionnelle »). Compte tenu des flux de trésorerie, de la structure de financement, y compris les capitaux propres en dollars américains et des accords de financement interentités avec JPMorgan Chase Bank N.A., le dollar américain est considéré comme la devise fonctionnelle et de présentation de la Société.

### **5.3 Conversion des devises étrangères**

Les actifs et les passifs monétaires en devises étrangères sont convertis en dollars américains au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges libellés en devises étrangères sont convertis en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains ou les pertes résultant de la conversion sont directement comptabilisés dans le compte de résultat.

Les éléments non monétaires libellés en devises étrangères qui sont comptabilisés au coût historique sont convertis en dollars américains au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les éléments non monétaires libellés en devises étrangères qui sont comptabilisés à la juste valeur sont convertis en dollars américains aux taux de change en vigueur aux dates où les justes valeurs ont été déterminées. Les écarts de conversion découlant des éléments non monétaires mesurés à la juste valeur sont comptabilisés dans le compte de résultat, à l'exception des écarts découlant des actifs financiers non monétaires disponibles à la vente, qui sont inclus dans la réserve des actifs financiers disponibles à la vente.

### **5.4 Comptabilisation des produits et des charges**

Les produits d'intérêts et les charges d'intérêts sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif, se reporter à la note 7. Les intérêts générés par des taux d'intérêt « négatifs » sont comptabilisés en brut en tant que produits d'intérêt ou charges d'intérêts. Toutes les modalités contractuelles d'un instrument financier sont prises en compte pour estimer les flux de trésorerie futurs.

Les honoraires et les commissions sont comptabilisés lorsque le contrat sous-jacent devient juridiquement contraignant ou à la date d'échéance convenue si ultérieure. Les honoraires de banque d'investissement incluent les frais de conseil et les commissions de souscription. Les honoraires de conseil sont comptabilisés lorsque les services connexes ont été rendus et que les honoraires ont été perçus. Les commissions de souscription sont comptabilisées lorsque la Société a rendu tous les services et a le droit de percevoir les honoraires, et qu'il n'y a pas d'autres éventualités associées aux honoraires.

Les gains et les pertes résultant de l'achat et de la vente de titres et de la réévaluation des instruments financiers sont comptabilisés en gains ou pertes de négociation à la date de transaction, y compris les coûts de transaction connexes, mais à l'exclusion des intérêts associés.

## 5.5 Comptabilisation des dividendes

Les revenus de dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de percevoir le paiement est établi. Les dividendes sous forme d'actifs non monétaires sont comptabilisés à la juste valeur par le cessionnaire et décomptabilisés à la valeur comptable par le cédant. Lorsque l'actif reçu est un investissement dans le capital d'une entité, la juste valeur est déterminée par la valeur marchande des actifs nets sous-jacents et les activités de l'entité émettrice sauf s'il s'agit d'un regroupement d'entreprises sous contrôle commun où la comptabilité précédente est appliquée.

Les distributions de dividendes sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont déclarées et approuvées.

## 5.6 Actifs financiers et passifs financiers

La Société classe ses actifs financiers et ses passifs financiers dans les catégories suivantes lors de la comptabilisation initiale : actifs financiers et passifs financiers détenus à des fins de transaction, actifs financiers et passifs financiers désignés à la juste valeur via le compte de résultat et prêts et créances et passifs financiers détenus au coût amorti. La Société comptabilise les produits dérivés dans son bilan lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles des instruments. Les prêts et les créances et les passifs financiers au coût amorti sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les achats et les ventes d'actifs financiers normalisés sont également comptabilisés à la date de transaction, la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre l'actif.

### *i. Actifs financiers et passifs financiers détenus à des fins de transaction*

La Société considère qu'un actif ou un passif financier est détenu à des fins de transaction s'il est acquis ou engagé principalement à des fins de vente ou de rachat à court terme, ou s'il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et pour lesquels on constate une tendance récente de prise de bénéfice à court terme, ou encore s'il s'agit d'un produit dérivé.

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction comprennent à la fois les titres de créance et les titres participatifs, les prêts et les produits dérivés. Ces instruments sont soit détenus à des fins de transaction, soit utilisés pour couvrir certains actifs financiers, dettes, positions, flux de trésorerie ou transactions anticipées. Les gains et les pertes de transactions non réalisées sont inclus dans les instruments financiers et les passifs financiers détenus à des fins de transaction. Les instruments détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés au bilan à leur juste valeur, les coûts de transaction étant comptabilisés dans le compte de résultat, et tous les gains ou les pertes sont directement affectés au compte de résultat. Par la suite, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations sont incluses dans les gains et pertes sur transactions.

La Société gère les instruments de trésorerie, sous forme de titres de créance et de titres de participation et les produits dérivés sur une base unifiée dans le cadre de la stratégie de négociation, y compris les relations de couverture entre les titres de trésorerie et les produits dérivés. Par conséquent, la Société déclare les gains et les pertes sur les instruments de trésorerie et les gains et les pertes sur les instruments dérivés sur une base nette dans les gains de négociation.

### *ii. Actifs financiers et passifs financiers désignés à la juste valeur via le compte de résultat*

Les actifs et passifs financiers désignés par la Société à leur juste valeur via le compte de résultat sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction étant comptabilisés dans le compte de résultat, puis évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes sur les actifs et les passifs financiers désignés à leur juste valeur via le compte de résultat sont comptabilisés comme gain ou perte au moment où ils sont réalisés. Un instrument financier peut être désigné à sa juste valeur via le compte de résultat uniquement à sa création, et aucune reclassification ultérieure n'est possible.

Les actifs et les passifs financiers sont désignés à leur juste valeur via le compte de résultat seulement si cette désignation (a) élimine ou diminue sensiblement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation, ou (b) s'applique à un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux que la Société gère et évalue sur la base de leur juste valeur, ou (c) se rapporte à un instrument qui intègre un produit dérivé sauf si ce produit dérivé intégré ne modifie pas de manière importante les flux de trésorerie requis par le contrat ou lorsqu'un instrument hybride similaire interdit de séparer le produit dérivé intégré.

La Société a désigné certains titres de participation et prêts de gros à leur juste valeur via le compte de résultat sur la base qu'ils sont gérés et que leur rendement est évalué à la juste valeur.

### iii. Prêts et créances et passifs financiers au coût amorti

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif à l'exception de ceux qui sont classés comme détenus à des fins de transaction ou désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les prêts et les créances comprennent les prêts et les avances aux banques, les prêts et les avances aux clients et aux débiteurs.

Les prêts et les créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur, y compris les coûts de transaction supplémentaires directement liés. Ils sont ensuite évalués au coût amorti, y compris toute provision pour perte de valeur. Les intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (voir ci-dessous).

Les passifs financiers comprennent les créanciers et les emprunts et sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction supplémentaire directement liés et ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (voir ci-dessous).

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier (ou d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers). Il s'agit d'une méthode d'affectation des produits d'intérêt ou des charges d'intérêt sur la période pertinente. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les paiements ou les encaissements futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte jusqu'à la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le taux d'intérêt effectif est établi lors de la comptabilisation initiale de l'actif financier ou du passif financier. Le calcul du taux d'intérêt effectif inclut tous les honoraires et les commissions payés ou reçus, les coûts de transaction et les escomptes ou primes qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont des coûts supplémentaires directement attribuables à l'acquisition, à l'émission ou à la cession d'un actif financier ou d'un passif financier.

## 9. Émoluments des administrateurs

	2017	2016
	\$'000	\$'000
Émoluments	1 475	4 461
Cotisations totales à un plan à cotisations définies	9	14
Valeur totale des plans d'intéressement à long terme pour tous les administrateurs	27	3 784
Rémunération des administrateurs non exécutifs	773	851
Nombre d'administrateurs ayant exercé des options sur titres	2	4
Nombre d'administrateurs avec des actions reçues ou recevables au titre de plans d'intéressement à long terme	1	2
Nombre d'administrateurs ayant acquis des droits dans le cadre d'un plan à cotisations définies	4	5

Conformément à la loi sur les sociétés de 2006, les émoluments des administrateurs ci-dessus représentent la proportion payée ou payable uniquement pour des services éligibles rendus à la Société. Les administrateurs ont également perçu des émoluments pour des services non éligibles, qui ne sont pas soumis à une obligation de divulgation.

### Administrateur le mieux payé

Les émoluments (à l'exclusion des montants payés ou dus aux administrateurs en vertu de plans d'intéressement à long terme (« LTIP ») et de la valeur des options sur titres octroyées ou exercées par les administrateurs) versés à l'administrateur le mieux payé ont atteint 668 860 \$ (2016 : 3 091 725 \$).

Les cotisations versées au cours de l'exercice au plan à cotisations définies pour l'administrateur le mieux payé en 2017 étaient de 7 630 \$ (2016 : 5 101 \$). L'administrateur le mieux payé n'a pas exercé d'options sur titres cette année (l'administrateur le mieux payé a exercé des options sur titres en 2016). Cette année, l'administrateur le mieux payé n'a pas reçu ou ne doit pas recevoir des actions en vertu des plans d'intéressement à long terme (les actions ont été reçues ou étaient à recevoir par l'administrateur le mieux payé en vertu de plans incitatifs à long terme en 2016).

## 10. Bénéfice sur les activités ordinaires avant impôt.

	2017	2016
	\$'000	\$'000
Bénéfice sur activités ordinaires avant impôt présenté après prise en compte de :		
Dépréciation des immobilisations corporelles	1 760	1 290
Rémunération du commissaire aux comptes pour la vérification des états financiers annuels de la société	2 874	2 468
Services d'assurance liés à la vérification	2 168	849
Traitements et salaires	882 633	733 942



Coûts des prestations sociales	215 222	138 753
Autres coûts retraite et avantages sociaux	66 270	59 262
Attribution à base d'actions	309 688	249 203

Le nombre mensuel moyen de personnes fournissant des services à la Société au cours de l'année était de 1 959 (2016 : 1 586). Le nombre mensuel moyen de personnes employé par les succursales européennes au cours de l'année était de 241 (2016 : 138).

## 25. Dividendes

Au 11 septembre 2017, la Société ne détenait plus d'actions de préférence ni d'actions ordinaires préférentielles en circulation. Des dividendes intérimaires d'un montant de 359 303 501 \$ ont été versés sur les actions de préférence (2016 : 358 107 690 \$) et de 6 696 499 \$ sur les actions ordinaires privilégiées de la Société en 2017 (2016 : 5 261 655 \$). Un dividende intérimaire de zéro (2016 : 686 630 655 \$) a été payé sur les actions ordinaires de la Société pour 2017. Aucun dividende final n'a été payé ou proposé pour 2017 (néant en 2016).

Le taux de dividende sur les actions ordinaires privilégiées est de 0,9% au-dessus du LIBOR 12 mois en dollar US sur le montant nominal, et, si une distribution est décidée, est payable en priorité à tout dividende payable sur les actions ordinaires, sans droit à accumulation en cas d'insuffisance de bénéfices, ni aucun autre droit de participation aux bénéfices de la Société. Sous réserve de l'approbation de la PRA, la Société peut racheter à sa discrétion toute action ordinaire privilégiée au pair, ainsi que le dividende accumulé dû, à tout moment, après le 26 mars 2007. Les actions ordinaires privilégiées ne comportent pas de droit de vote lors d'une assemblée générale de la Société. Les actions ordinaires comportent 100% des droits de vote.

Le taux de dividende sur les actions de préférence à taux variable sur 5 ans est de 0,9% au-dessus du LIBOR 12 mois en dollar US sur le montant nominal et, si une distribution est décidée, est payable en priorité à tout dividende payable sur les actions ordinaires, mais pari passu à tout paiement aux titulaires d'actions ordinaires privilégiées ou de toute autre action de préférence, sans droit à accumulation en cas d'insuffisance de bénéfices, ni aucun autre droit de participation aux bénéfices de la Société. Sous réserve de l'approbation de la PRA, la Société peut racheter à sa discrétion toute action de préférence à taux variable sur 5 ans au pair, ainsi que le dividende accumulé dû, à tout moment après le 9 juin 2009. Les actions de préférence à taux variable sur 5 ans ne comportent aucun droit de vote lors des assemblées générales.

Le taux de dividende sur les actions de préférence à taux fixe sur 10 ans est un taux fixe de 2,75% et 2,85% par série, au-dessus du taux du Trésor américain sur 10 ans à la date d'émission et, si une distribution est décidée, est payable en priorité à tout dividende payable sur les actions ordinaires, mais pari passu à tout paiement aux titulaires d'actions ordinaires privilégiées ou autres actions de préférence, sans droit à accumulation en cas d'insuffisance de bénéfices, ni aucun autre droit de participation aux bénéfices de la Société. Sous réserve de l'approbation de la PRA, la Société peut racheter toute série d'actions de préférence à taux fixe sur 10 ans au pair à tout moment après le 10<sup>ième</sup> anniversaire de la date d'émission de cette série à condition que la Société ne puisse racheter exactement que 20% du nombre total des actions de préférence émises dans cette série au pair. Les actions de préférence ne comportent aucun droit de vote lors des assemblées générales.

Le taux de dividende sur les actions de préférence à taux fixe sur 20 ans est un taux fixe de 8% et, si une distribution est décidée, est payable en priorité à tout paiement de dividende ou autre distribution aux titulaires d'obligations juniors, mais pari passu à tout paiement de dividendes ou autre distribution aux titulaires de toutes obligations équivalentes, sans droit à accumulation en cas d'insuffisance de bénéfices, ni aucun autre droit de participation aux bénéfices de la Société. Sous réserve de l'approbation de la PRA, la Société peut racheter à sa discrétion toute action de préférence à taux fixe sur 20 ans au pair, ainsi que le dividende accumulé dû, à tout moment après 20 ans et un mois de la date d'émission de cette série. Les actions de préférence ne comportent aucun droit de vote lors des assemblées générales.

## 26. Notes sur l'état des flux de trésorerie

	2017	2016
	\$'000	\$'000
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>3 599 049</b>	<b>3 987 453</b>
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 760	1 290
Dépréciation d'investissement dans les sociétés de JPMorgan Chase	-	117 359
Autres mouvements sans incidence sur la trésorerie	(2 554 965)	681 129
<b>Flux de trésorerie avant variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>1 045 844</b>	<b>4 787 231</b>
<b>Variations des actifs d'exploitation</b>		
Diminution des prêts et avances aux clients	487 731	192 771
(Augmentation)/diminution des titres acquis en vertu de contrats de revente	(4 968 759)	6 419 632
Augmentation des titres empruntés	(1 241 493)	(10 792 219)
Augmentation des actifs financiers détenus aux fins de transaction	(17 212 805)	(23 437 986)

Augmentation des actifs financiers désignés à la juste valeur via le compte de résultat	(25 943)	(190 374)
Augmentation des débiteurs et autres actifs	(23 259 302)	(18 329 453)
(Augmentation)/diminution des paiements anticipés et des revenus accumulés	(208 958)	38 987
	<b>(46 429 529)</b>	<b>(46 098 642)</b>
<b>Variations des passifs d'exploitation</b>		
(Augmentation)/diminution des titres acquis en vertu de contrats de rachat	13 279 887	(3 864 900)
(Diminution)/augmentation des titres prêtés	(7 583 285)	8 817 628
Augmentation des passifs financiers détenus aux fins de transaction	14 762 322	30 167 276
Augmentation des actifs financiers désignés à la juste valeur via le compte de résultat	1 465 247	-
Augmentation des créanciers	723 525	4 269 179
Augmentation autres passifs	1 453 703	6 128 016
Augmentation/(diminution) du compte de régularisation passif	367 212	(741 444)
	<b>24 468 611</b>	<b>44 775 755</b>
<b>Trésorerie provenant/(utilisée pour) d'opérations</b>	<b>(20 915 074)</b>	<b>3 464 344</b>

## 26. Engagements

### Engagements et garanties liés aux prêts

La Société fournit des instruments financiers liés aux prêts (par exemple, des engagements et des garanties) pour répondre aux besoins de financement de ses clients. Le montant contractuel de ces instruments financiers représente le risque de crédit maximum possible pour la Société si la contrepartie tire sur l'engagement ou si la Société est tenue de s'acquitter de son obligation en vertu de la garantie et si la contrepartie ne parvient pas à s'exécuter conformément aux termes du contrat. La plupart de ces engagements et garanties expirent sans être tirés ou sans qu'un défaut se produise. En conséquence, le montant contractuel total de ces instruments n'est pas, de l'avis de la Société, représentatif de son exposition réelle au crédit futur ou de ses besoins de financement.

	2017	2016
	\$'000	\$'000
Engagements inutilisés sur prêt	18 615 564	15 180 394
Lettre de crédit de soutien et cautionnements	1 839 881	126 391
	<b>20 455 445</b>	<b>15 306 785</b>

Il n'y a pas d'engagement de prêt envers d'autres entreprises de JPMorgan Chase (2016 : néant).

## 30. Retraites

Au cours de l'année, la Société a participé aux plans de retraite suivants au Royaume-Uni :

- JPMorgan UK Pension Plan (« UKP ») - un régime à cotisations définies (en tant qu'employeur participant) ;
- JPMC UK Retirement Plan - un plan à prestations définies ; et
- JPMorgan Cazenove (1987) Pension Scheme (« UKS ») - un plan à prestations définies (en tant qu'employeur participant).

En Europe, la Société gère également des plans à prestations définies et à cotisations définies pour ses employeurs dans les succursales à l'étranger en Suisse, en Allemagne, en France, en Italie et en Espagne. Sur la base des évaluations actuarielles complètes effectuées au cours de l'exercice, le passif net pour ces plans européens au 31 décembre 2017 s'élève à 4 178 000 \$ (2016 : 9 488 000 \$). La charge pour l'exercice dans le compte de résultat était de 2 941 000 \$ (2016 : 2 094 000 \$) et le bénéfice total comptabilisé dans le résultat global était de 4 542 000 \$ (2016 : perte de 1 636 000 \$).

### JPMorgan UK Pension Plan

La Société participe au plan de retraite JPMorgan UK, un plan à cotisations définies géré par le Groupe, qui est ouvert à des membres supplémentaires et ouvert à l'accumulation des avantages.

### JPMC UK Retirement Plan

La Société offre un plan à prestations définies qui est fermé à l'accumulation des avantages supplémentaires sous le nom de JPMC UK Retirement Plan. Bien que la Société ne soit pas un employeur participant à ce plan, elle a certaines obligations en vertu d'un accord de retrait daté du 24 mai 2011 qui a été conclu avec JP Morgan Services LLP (la « LLP »), une société de JPMorgan Chase qui avait précédemment été un employeur participant dans le plan. Conformément aux termes de cet accord, la Société est devenue responsable d'une partie des obligations

relatives aux retraites de la LLP, calculée conformément au paragraphe 5 (2) de l'annexe 1A de l'Occupational Pension Schemes Regulations (dette de l'employeur) de 2005 (telle que modifiée) à compter du 1er juin 2011. La Société n'était pas tenue d'effectuer des paiements immédiatement ou en relation avec le financement en cours du plan.

Toutefois, les paiements peuvent être exigibles auprès de la Société lors du premier des événements suivants :

- le début de la liquidation du plan;
- l'insolvabilité du dernier employeur participant restant
- l'insolvabilité de la Société ; ou
- toute autre date convenue entre la Société et le Trustee du Plan.

### **JPMorgan Cazenove (1987) Pension Scheme**

Le JPMorgan Cazenove (1987) Pension Scheme (l'« UKS ») est un plan à prestations définies en cours. La Société a été l'employeur principal du plan UKS depuis août 2012. En mai 2016, la Société a accepté et est devenue responsable de 97,24% du passif à l'égard de l'UKS, reprenant l'obligation de sa filiale indirecte JPMorgan Cazenove Service Company.

Les principales hypothèses adoptées pour l'évaluation de l'UKS au 31 décembre étaient les suivantes:

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
	<b>% par an</b>	<b>% par an</b>
Taux d'actualisation	2,4%	2,5%
Taux d'augmentation de salaire	N/A*	N/A*
Taux d'inflation des prix	3%	3,5%
Taux d'augmentation des retraites	3,4%	3%

\*L'hypothèse d'augmentation des salaires ne s'applique plus au UKS, car ce plan était fermé aux avantages futurs au 31 mai 2016.

## **V. – Rapport des commissaires aux comptes indépendants aux membres de J.P. Morgan Securities plc.**

### **Rapport sur l'audit des états financiers**

#### **Opinion**

Selon nous, les états financiers de J.P. Morgan Securities plc :

- donnent une image fidèle de l'état des affaires de la société au 31 décembre 2017 et de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été correctement préparés conformément aux principes comptables généralement admis du Royaume-Uni (principes comptables du Royaume-Uni, comprenant la FRS 101 « Cadre de Divulgateion Réduite » et la loi applicable) ; et
- ont été préparés conformément aux exigences de la loi sur les sociétés de 2006.

Nous avons vérifié les états financiers, inclus dans le rapport annuel, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des flux de trésorerie, l'état des variations des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date ; et les notes afférentes aux états financiers, qui comprennent une description des principales méthodes comptables.

Notre opinion est conforme à notre rapport au comité d'audit.

#### **Base de l'opinion**

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes internationales d'audit (UK) (« ISA (UK) ») et aux lois applicables. Nos responsabilités en vertu des normes ISA (Royaume-Uni) sont décrites plus en détail dans la section Responsabilité des commissaires aux comptes pour la vérification des états financiers de notre rapport. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### *Indépendance*

Nous sommes restés indépendants de la société conformément aux exigences éthiques pertinentes pour notre vérification des états financiers au Royaume-Uni, ce qui inclut la norme éthique de la FRC, applicable aux entités d'intérêt public, et nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences.

À notre connaissance, nous déclarons que des services non liés à la vérification interdits par la norme éthique de la FRC n'ont pas été fournis à la société.

À l'exception de ceux divulgués dans la note 10 aux états financiers, nous n'avons fourni aucun service non lié à la vérification à la société entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017.

## Notre approche de vérification

### Aperçu

#### Importance relative

- Importance relative globale : 401 millions de dollars (2016 : 343 millions de dollars), sur la base de 1% des ressources en capital réglementaires telles que requises par l'autorité de réglementation prudentielle.

#### Étendue de la vérification

- Nous avons adapté l'étendue de notre vérification pour nous assurer que nous avons effectué un travail suffisant pour pouvoir donner une opinion sur les états financiers dans leur ensemble. Notre détermination de l'étendue a tenu compte de tous les soldes de comptes et a été effectuée afin de s'assurer que des procédures de vérification spécifiques et appropriées ont été appliquées aux soldes significatifs.
- En raison de certains processus opérationnels et contrôles internes effectués dans d'autres zones géographiques, les sociétés du réseau PwC ont été impliquées dans la mission.

#### Principales questions de la vérification

- Évaluation des instruments financiers complexes détenus à la juste valeur.
- Migration du système de réconciliation des espèces et des titres.

### *L'étendue de notre vérification*

Dans le cadre de la conception de notre vérification, nous avons déterminé l'importance relative et évalué les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers. En particulier, nous avons examiné les cas où les administrateurs ont formulé des jugements subjectifs, par exemple à l'égard d'estimations comptables significatives qui impliquaient la formulation d'hypothèses et la prise en compte d'événements futurs intrinsèquement incertains.

Nous avons acquis une connaissance du cadre juridique et réglementaire applicable à la société et au secteur dans laquelle elle opère, et nous avons pris en compte le risque d'actes de la société qui seraient contraires aux lois et règlements applicables, y compris la fraude. Nous avons conçu des procédures de vérification pour répondre au risque, en reconnaissant que le risque de ne pas détecter une inexactitude significative due à une fraude est plus élevé que le risque de ne pas en détecter une résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une dissimulation délibérée, par exemple, par falsification ou fausses déclarations, ou par la collusion. Nous nous sommes concentrés sur les lois et règlements qui pourraient donner lieu à des inexactitudes significatives dans les états financiers de la société, y compris mais sans s'y limiter, la loi sur les sociétés de 2006, la législation sur les régimes de retraite, la législation fiscale du R-U, la réglementation de l'autorité de régulation prudentielle et le guide des avoirs clients de l'autorité de conduite financière. Nos contrôles par sondage comprenaient, sans s'y limiter, l'examen des informations fournies dans les états financiers par rapport aux documents justificatifs sous-jacents, l'examen de la correspondance avec les organismes de réglementation, les demandes de renseignements de la direction, l'examen des composantes importantes du travail des commissaires aux comptes et l'examen des rapports de vérification interne dans la mesure où ils se rapportaient aux états financiers. Il existe des limites inhérentes aux procédures de vérification décrites ci-dessus et plus le non-respect des lois et règlements est éloigné par rapport aux événements et aux transactions reflétés dans les états financiers, moins il est probable que nous en prenions connaissance.

Nous n'avons relevé aucune question clé en matière de vérification concernant les irrégularités, y compris la fraude. Comme dans toutes nos vérifications, nous avons également examiné le risque que la direction passe outre les contrôles internes, y compris la vérification des journaux et l'évaluation de la preuve d'un parti pris de la part des administrateurs représentant un risque d'inexactitudes significatives attribuables à la fraude.

### *Principales questions de la vérification*

Les principales questions de la vérification sont celles qui, selon le jugement professionnel des commissaires aux comptes, ont été les plus significatives lors de la vérification des états financiers de la période en cours et comprennent les risques les plus importants d'inexactitudes significatives (qu'elles résultent ou non de fraudes) identifiés par les commissaires aux comptes, y compris celles qui ont eu le plus d'impact sur : la stratégie globale de vérification ; l'affectation des ressources à la vérification et la direction des efforts de l'équipe de la mission. Ces questions et tous les commentaires que nous avons formulés sur les résultats de nos procédures ont été examinés dans le cadre de notre

vérification des états financiers dans leur ensemble et de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous ne formulons pas d'opinion distincte sur ces questions. Il ne s'agit pas d'une liste complète de tous les risques identifiés par notre vérification.

Principales questions de la vérification	Comment notre vérification a abordé les principales questions de la vérification
<p>Évaluation des instruments financiers complexes détenus à la juste valeur</p> <p>La juste valeur de certains instruments financiers est déterminée en utilisant des méthodes d'évaluation qui impliquent un degré de jugement variable. Dans l'exercice de ce jugement, les administrateurs déterminent les hypothèses et les méthodes d'évaluation les plus appropriées.</p> <p>L'évaluation d'instruments financiers complexes peut comporter une plus grande incertitude quant à l'estimation en raison de l'absence de prix observables sur le marché pour ces instruments.</p> <p>Au sein de cette catégorie d'instruments financiers, nous avons observé que les jugements les plus importants portaient sur les produits dérivés sur actions. Ces produits ne sont pas standard et nécessitent souvent des méthodes d'évaluation plus discrétionnaires et des informations sur le marché qui ne sont pas facilement disponibles.</p>	<p>Nous avons vérifié l'efficacité de la conception et de l'efficacité des contrôles clés à l'appui de l'évaluation des instruments financiers.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>évalué les documents de l'approche standardisée de la banque pour l'évaluation indépendante en les comparant aux pratiques du secteur ;</li> <li>inspecté la documentation des contrôles indépendants de vérification des prix, corroboré de façon indépendante les données du marché et évalué les sources d'établissement des prix utilisées ;</li> <li>engagé nos experts en évaluation pour examiner les modèles de validation et les contrôles d'approbation ; et</li> <li>évalué les contrôles sur les flux de données et les informations de marché.</li> </ul> <p>Nos procédures de corroboration comprenaient ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>analyser la catégorie d'instruments financiers pour identifier ceux qui présentent un risque accru d'inexactitudes significatives ;</li> <li>fait appel à nos experts en évaluation pour réévaluer le prix d'un échantillon d'instruments en utilisant nos modèles et les informations sur les prix provenant de sources indépendantes lorsque cela était possible. Toutes les différences ont été évaluées pour confirmer que l'évaluation se situait dans une fourchette raisonnable ;</li> <li>recalculés les ajustements par rapport aux résultats du modèle standard, et</li> <li>examiné les litiges relatifs aux garanties, les gains ou pertes significatifs sur les cessions et autres événements qui pourraient fournir des éléments probants sur la pertinence des évaluations.</li> </ul> <p>Les résultats et les conclusions des tests ont été suffisants pour confirmer la pertinence de l'évaluation des instruments financiers dans les états financiers.</p>

Principales questions de la vérification	Comment notre vérification a abordé les principales questions de la vérification
<p>Migration du système de rapprochement des espèces et des titres</p> <p>Au cours de l'année, JPMorgan Chase a mis en place un nouveau système de rapprochement qui compare les transactions et réconcilie les positions pour les espèces et les titres avec les agents bancaires externes et les dépositaires.</p> <p>L'appariement et le rapprochement des enregistrements entre les registres de JPMorgan et les déclarations de tiers correspondantes pour les opérations en espèces et sur titres constituent un aspect important de notre vérification.</p> <p>Par conséquent, la migration des processus de rapprochement vers un nouveau système a constitué un élément clé de la vérification de cette année.</p> <p>Notre travail de vérification visait à obtenir une assurance appropriée quant à la conception et à l'efficacité</p>	<p>Nous nous sommes concentrés sur les contrôles suivants dans le nouveau système de rapprochement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>testé les contrôles informatiques généraux sur le nouveau système de rapprochement des opérations en espèces et sur titres afin de déterminer s'ils sont conçus et exploités efficacement, en se concentrant spécifiquement sur l'examen de la gestion des changements, la gestion des accès utilisateurs et les opérations informatiques ;</li> <li>évalué la configuration d'un échantillon des règles de rapprochement dans le nouveau système pour évaluer si elles ont été mises en place de manière appropriée ;</li> <li>testé les principaux contrôles automatisés intégrés dans le nouveau système afin d'évaluer s'ils sont conçus et fonctionnent efficacement ;</li> </ul> <p>De plus, nous avons effectué les tests de corroboration suivants sur la migration :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>testé l'exhaustivité et l'exactitude d'un échantillon d'opérations en espèces et sur titres interrompues qui ont été transférées du système de</li> </ul>

opérationnelle des contrôles sur les rapprochements des opérations en espèces et sur titres.

rapprochement existant vers le nouveau système de rapprochement à la date de la migration ; et

- compris et évalué l'impact des problèmes postérieurs à la mise en œuvre.

Le travail effectué et les éléments probants obtenus étaient suffisants pour appuyer l'évaluation de l'efficacité de la conception et de l'exploitation des réconciliations des opérations en espèces et sur titres.

### *Comment nous avons adapté l'étendue de la vérification*

Nous avons adapté l'étendue de notre vérification pour nous assurer que nous avons effectué suffisamment de travaux pour pouvoir donner une opinion sur les états financiers dans leur ensemble, en tenant compte de la structure de la société, des processus et des contrôles comptables et du secteur dans lequel elle opère.

Nous avons d'abord dressé un tableau de bout en bout des processus clés à l'appui des soldes matériels, des catégories d'opérations et des informations à fournir dans les états financiers de la société. Nous avons subdivisé les soldes des comptes en différentes activités afin de nous assurer que les procédures de vérification appliquées étaient spécifiques et appropriées à la nature du solde et des activités sous-jacentes.

Nous avons ensuite déterminé le type de travail que nous devons effectuer au Royaume-Uni, ou par d'autres sociétés du réseau PwC opérant sous notre instruction. Cela reflète le fait que certains processus opérationnels critiques pour l'information financière sont réalisés en dehors du Royaume-Uni. Lorsque le travail a été effectué par d'autres sociétés du réseau PwC, nous avons déterminé le niveau de participation que nous devons avoir dans leur travail de vérification pour être en mesure de conclure si des éléments probants suffisants et appropriés avaient été obtenus comme base de notre opinion sur les états financiers dans leur ensemble.

### *Importance relative*

L'étendue de notre vérification a été influencée par notre application de l'importance relative. Nous avons établi certains seuils quantitatifs pour l'importance relative. Ces éléments, associés à des considérations qualitatives, nous ont aidés à déterminer l'étendue de notre vérification et la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures de vérification sur les postes des états financiers individuels et les informations à fournir et à évaluer l'effet des inexactitudes, tant individuellement que globalement, sur les états financiers dans leur ensemble. Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons déterminé l'importance relative des états financiers dans leur ensemble comme suit :

Importance relative globale	401 millions de dollars (2016 : 343 millions de dollars)
Comment nous l'avons déterminé	1% des ressources en capital réglementaires telles que définies par l'Autorité de réglementation prudentielle
Justification de la référence appliqué	Étant donné que la société est une filiale détenue à 100% du groupe JPMorgan Chase & Co. (la « Société ») et qu'il s'agit d'une entité bancaire réglementée, nous avons considéré que les principaux utilisateurs de ses états financiers étaient la Société, les organismes de réglementation et les créanciers. La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et, par conséquent, la rentabilité des filiales individuelles sur une base autonome n'est pas le principal, ou le seul, moteur de la prise de décision commerciale dans le contexte des objectifs et de la stratégie de la Société au niveau de l'entreprise. L'utilisation de ressources en capital réglementaires comme référence de l'importance relative est appropriée car elle reflète le principal domaine d'intérêt de ces parties prenantes, qui se concentre sur la question de savoir si la Société a maintenu un capital suffisant pour satisfaire aux exigences réglementaires minimales, remplir ses obligations futures sur le marché et absorber toute perte future lorsqu'elles surviennent. Les ressources en capital sont considérées comme un bon indicateur de la solidité du bilan et de la situation de trésorerie de la Société.
Nous avons convenu avec le comité de vérification que nous leur signalerions les inexactitudes supérieures à 20 millions de dollars (2016 : 17 millions de dollars) relevées au cours de notre vérification ainsi que les inexactitudes inférieures à ce montant qui, à notre avis, justifiaient un reporting pour des raisons qualitatives.	

### **Conclusions relatives à la continuité de l'exploitation**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les points suivants, au sujet desquels les ISA (UK) nous imposent de vous faire rapport lorsque :

- l'utilisation par les administrateurs de la méthode de comptabilité selon le principe de la continuité de l'exploitation dans la préparation des états financiers n'est pas appropriée ; ou

- les administrateurs n'ont pas divulgué dans les états financiers les incertitudes significatives identifiées qui pourraient jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre l'adoption du principe de continuité de l'exploitation pour une période d'au moins douze mois à compter de la date d'autorisation de publication des états financiers.

Toutefois, comme il n'est pas possible de prévoir tous les événements ou conditions futurs, cette déclaration ne constitue pas une garantie quant à la capacité de la Société de poursuivre ses activités en tant que société en exploitation.

## **Reporting concernant d'autres informations**

Les autres informations comprennent toutes les informations contenues dans le rapport annuel autre que les états financiers et notre rapport des commissaires aux comptes sur ceux-ci. Les administrateurs sont responsables des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion de vérification ou, sauf indication contraire explicite dans le présent rapport, ni aucune forme d'assurance à ce sujet.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers, nous avons la responsabilité de lire les autres informations et, ce faisant, de déterminer si les autres informations sont matériellement incompatibles avec les états financiers ou avec nos connaissances acquises dans le cadre de la vérification ou si elles semblent autrement erronées de façon importante. Si nous relevons une incohérence ou une inexactitude significative apparente, nous sommes tenus de mettre en œuvre des procédures pour déterminer s'il existe une inexactitude significative dans les états financiers ou une inexactitude significative dans les autres informations. Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons qu'il existe une inexactitude importante dans cette autre information, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler sur la base de ces responsabilités.

En ce qui concerne le rapport stratégique et le rapport du Conseil d'administration, nous avons également examiné si les informations requises par la loi britannique de 2006 sur les sociétés ont été incluses.

Sur la base des responsabilités décrites ci-dessus et de nos travaux entrepris dans le cadre de la vérification, les ISA (R-U) nous demandent également de présenter certaines opinions et questions telles que décrites ci-dessous.

### *Rapport stratégique et rapport du Conseil d'administration*

Selon notre opinion, sur la base des travaux réalisés dans le cadre de la vérification, les informations données dans le rapport stratégique et le rapport du Conseil d'administration pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont conformes aux états financiers et ont été établies conformément aux dispositions légales en vigueur.

Compte tenu de la connaissance et de la compréhension de la Société et de son environnement obtenues au cours de la vérification, nous n'avons pas relevé d'inexactitudes significatives dans le rapport stratégique et le rapport du Conseil d'administration.

## **Responsabilités à l'égard des états financiers et de la vérification**

### *Responsabilités des administrateurs à l'égard des états financiers*

Comme il est expliqué plus en détail dans la Déclaration des responsabilités des administrateurs présentée à la page 28, il incombe aux administrateurs de préparer les états financiers conformément au cadre applicable et de s'assurer qu'ils donnent une image fidèle. Les administrateurs sont également responsables du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs doivent évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, en divulguant, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et en utilisant la méthode de la continuité de l'exploitation, à moins que les administrateurs n'aient l'intention de liquider la société ou de mettre fin à ses activités, ou qu'ils n'aient pas d'autre choix réaliste que de le faire.

### *Responsabilités des commissaires aux comptes pour la vérification des états financiers*

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'inexactitudes significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de publier un rapport des commissaires aux comptes incluant notre opinion. Une assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'une vérification effectuée conformément aux normes ISA (UK) détectera toujours une inexactitude significative lorsqu'elle existe. Les inexactitudes peuvent découler d'une fraude ou d'une erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans l'ensemble, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Une description plus détaillée de nos responsabilités en matière de vérification des états financiers se trouve sur le site internet du FRC à l'adresse : [www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities](http://www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities). Cette description fait partie du rapport de nos commissaires aux comptes.

### *Utilisation de ce rapport*

Ce rapport, y compris les opinions, a été préparé pour et uniquement pour les membres de la Société en tant que personne morale conformément au chapitre 3 de la partie 16 de la loi sur les sociétés de 2006 et à aucune autre fin. En émettant ces opinions, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à d'autres fins ou à l'égard de toute autre personne à qui ce rapport est présenté ou entre les mains de qui il peut arriver, sauf accord exprès écrit et préalable de notre part.

## **Autre reporting requis**

### *Exceptions au reporting en vertu de la loi sur les sociétés de 2006*

En vertu de la loi sur les sociétés de 2006, nous sommes tenus de vous faire rapport si, à notre avis :

- nous n'avons pas reçu toutes les informations et les explications que nous avons demandées pour la réalisation de notre vérification ;
- les enregistrements comptables adéquats n'ont pas été tenus ou les déclarations nécessaires à notre vérification n'ont pas été obtenues auprès des succursales auxquelles nous n'avons pas rendu visite ; ou
- certaines informations sur la rémunération des administrateurs prévues par la loi ne sont pas divulguées ; ou
- les états financiers ne sont pas conformes aux documents comptables et aux déclarations.

Nous n'avons aucune exception à signaler découlant de cette responsabilité.

## **Nomination**

Suite à la recommandation du comité d'audit, nous avons été nommés par les administrateurs le 1er mai 1992 pour vérifier les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 1992 et des exercices ultérieurs. La période d'engagement total ininterrompue est de 26 ans, couvrant les exercices clos allant du 31 décembre 1992 au 31 décembre 2017. La Société est devenue un établissement de crédit en 2011 et est dès lors considérée comme une entité d'intérêt public de l'Union européenne à partir de 2011.

Duncan McNab (commissaire aux comptes senior)  
au nom et pour le compte de PricewaterhouseCoopers LLP  
comptables agréés et commissaires aux comptes  
Londres  
Le 24 avril 2018

## **VI. – Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion est disponible à l'adresse de la succursale : J.P. Morgan Securities PLC 14, place Vendôme 75001 PARIS.